

PLAN DE SECURITE ET DE SANTE

(Suivant l'AR du 25.01.01 et ses addenda concernant les Chantiers Temporaires ou Mobiles)

MAITRE DE L'OUVRAGE



Place du Chapitre, 2
7000 Mons

Auteur de Projet

A&G Atelier d'Architecture SPRL
Boulevard Initialis, n°15
7000 MONS

COORDINATEUR SECURITE SANTE

CoRePro srl
Rue de Montigny, 31 bte 12
6000 Charleroi

PROJET

Remplacement des toitures de logements sociaux
Rue de la Source, 51 à 85, hormis le 55 et 57 à Frameries
Rue de l'Espinois, 24, 26, 28, 30, 67, 69, 70, 73 à Maisières et
Résidence Plisnier à Ghlin

DOSSIER

CS-140521 - 24

Contenu

0	Documents à fournir	4
0.1	Documents à annexer à l'offre.....	4
0.2	Documents à fournir avant le début des travaux sur chantier	4
0.3	Document à fournir à la réception provisoire.....	5
1	Introduction	6
2	Intervenant.....	7
3	Planning.....	8
4	Description de l'ouvrage	9
5	Obligations préalables et méthodes de travail	10
5.1	Obligations spécifiques des entrepreneurs	10
5.2	Réunion d'ouverture de chantier	10
5.3	Kick-off et Toolbox meeting	10
5.4	Coordination pendant la phase des travaux.....	10
5.5	Notification préalable	10
6	Consignes générales de sécurité en vigueur	11
6.1	Accessibilités	11
6.2	Protections collectives et individuelles	11
6.3	Protection des ouvertures dans les surfaces horizontales.....	11
6.4	Protection des risques de chutes	11
6.5	Protections individuelles	11
6.6	Boissons alcoolisées, drogues, tabac	12
6.7	Premier soins.....	12
6.8	Accidents / Incident	12
6.9	Ordre, propreté et évacuation des déchets	12
6.10	Installation de chantier.....	12
6.11	Signalisation routière	13
6.12	Equipement sociaux	13
6.13	Electricité de chantier	13
6.14	Lutte contre l'incendie.....	13
6.15	Alimentation en eau.....	14
6.16	Zone de circulation	14
7	Risques et mesures de prévention et/ou de protection spécifiques.....	15
7.1	Les postes de travail.....	15
7.2	Eclairage.....	15
7.3	Engins de levage	15
7.4	Echafaudage et échelle	16
7.5	Travaux à point chaud	17

7.6	Substance et produit dangereux.....	17
7.7	Travaux de désamiantage	17
7.8	Démontage de matériel	18
7.9	Evacuation des déchets et décombres	18
7.10	Crise sanitaire – COVID 19	18
Annexe 1 : Déclaration d'intention		19
Annexe 2 : Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001		21

0 Documents à fournir

0.1 Documents à annexer à l'offre

Les offres doivent être accompagnées de

- ❖ La déclaration d'intention dûment complétée (Annexe 1) ;
- ❖ Le formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001 (Annexe 2) ;

0.2 Documents à fournir avant le début des travaux sur chantier

- ❖ La copie de la notification préalable ;
- ❖ Le plan de l'installation du chantier : si l'aménagement du chantier est modifié durant le déroulement du chantier, un plan devra être fourni pour chacune des phases ;
- ❖ Chaque entreprise doit fournir, avec un délai suffisant avant le début de ses travaux, le plan particulier de sécurité et de santé propre à son entreprise, complété obligatoirement par les mesures spécifiques concernant les travaux prévus à la soumission. Ce plan est soumis pour examen et avis au coordinateur de sécurité, Celui-ci examinera ce plan et demandera à l'entreprise, si nécessaire, des renseignements complémentaires ou des adaptations. Lorsque le plan de sécurité et de santé est accepté tel quel, il sera intégré par le coordinateur de sécurité au plan général de sécurité et de santé du chantier et les travaux de l'entreprise concernée pourront débiter. Un exemplaire du plan général de sécurité et de santé du chantier doit toujours être disponible sur chantier. Le responsable de la sécurité sur le chantier de l'entrepreneur général a dans ses attributions la tenue de ce dossier sur chantier. Le coordinateur de sécurité lui transmettra un exemplaire de toute mise à jour de ce dossier afin qu'il puisse l'y intégrer. A titre d'exemple un canevas de plan particulier de sécurité et de santé est donné à l'annexe 3. Les entreprises ne sont pas tenues à suivre ce canevas, mais devront fournir au moins tous les renseignements qui y sont demandés ;
- ❖ En particulier, chaque entreprise devra fournir un planning suffisamment détaillé pour que des risques dus à des co-activités puissent être détectés par le coordinateur de sécurité lors de l'analyse des plans particuliers de sécurité et de santé soumis par les différentes entreprises. Ce planning devra également montrer que les travaux sont organisés de sorte que les éléments qui contribuent à la sécurité soient réalisés prioritairement, tels que par exemple les escaliers définitifs au lieu d'échelles pour l'accès aux niveaux supérieurs ;
- ❖ Des fiches techniques des matériaux et produits utilisés sur le chantier;
- ❖ Des fiches de sécurité des produits dangereux avant leur utilisation sur le chantier.

0.3 Document à fournir à la réception provisoire

Les documents suivants seront transmis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur cd-rom :

- ❖ Les plans « as-built » ;
- ❖ Les notes techniques relatives aux matériaux et installations fournies (notes de calculs, fiches techniques, notices d'entretien...) ;
- ❖ Etudes et plans de stabilités éventuels ;
- ❖ Les procès-verbaux des services externes de contrôle technique (électricité éclairage...).

1 Introduction

Chaque entrepreneur ou indépendant intervenant sur le chantier, que ce soit en direct ou en sous-traitance est tenu de respecter la loi du 4 août 96 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et ses Arrêtés Royaux d'exécution.

De plus, tout intervenant est tenu de respecter les injonctions du Coordinateur de sécurité, du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre ou de leurs délégués.

Le maître d'ouvrage octroi le droit au coordinateur d'exclure du chantier toute personne qui ne respecterait pas ses injonctions, les consignes de sécurité et le cas échéant d'ordonner l'arrêt des activités. L'arrêt des activités ne pouvant permettre à l'entrepreneur un quelconque dédit.

Le Plan de Sécurité et de Santé (P.S.S.) précise les règles spécifiques de sécurité et d'hygiène applicables sur le chantier ainsi que des mesures de protection et de prévention concernant les travaux présentant des risques concernant les co-activités et les risques spécifiques propres à ce chantier.

Il appartient aux entreprises de préciser via leur Plan de Sécurité et de Santé et leur analyse de risques, les risques spécifiques liés à leurs activités et de l'établir avant le démarrage de tous travaux à risques. Celui-ci sera spécifique à leurs propres travaux mais aussi à celui de leur sous-traitant. Ces documents seront transmis au coordinateur sécurité et au maître d'œuvre 15 jours ouvrables avant le début de toute activité pour analyse et accord.

Les entreprises ont la liberté de présenter pour approbation toutes les mesures de protection alternatives pour autant qu'elles présentent un niveau de sécurité au moins équivalent à celles prévues dans le Plan de Sécurité et de Santé.

Tous les renseignements sur l'ouvrage à bâtir contenus dans le dossier n'ont qu'une valeur technique indicative pour déterminer les mesures de sécurité et de santé à respecter et ne constituent en aucun cas une dérogation aux documents, bordereaux, métrés, plans et détails d'exécution réalisés par les maîtres d'œuvre (architecte, bureau d'études,...).

Les frais qui incombent aux employeurs pour se conformer aux lois et règlements en vigueur, pour la mise en œuvre des mesures de sécurité décrites ici et pour la réalisation des pièces à produire à la direction des travaux ainsi qu'au coordinateur sont à comprendre dans les postes prévus éventuellement à ces fins. Le nombre de documents à produire dans le contexte de la sécurité et de la santé n'est pas limitatif.

L'occupation d'intérimaire ou d'étudiant, formé suivant les réglementations, est soumise à l'approbation écrite du maître d'œuvre. Dans les autres cas, l'accès au chantier reste interdit aux personnes de moins de 18 ans.

Le soumissionnaire joindra à son offre un calcul du prix séparé concernant les mesures et moyens de prévention déterminés par le plan de sécurité et santé.

2 Intervenant

Maître de l'ouvrage :

Toit & Moi
Place du Chapitre, 2
7000 Mons
Téléphone : +32 (0) 65 47 02 11

Maître d'œuvre chargé de la conception et du contrôle des travaux :
Auteur de Projet

A&G Atelier d'Architecture srl
Boulevard Initialis, n°15
7000 MONS
Téléphone : +32 (0) 65 803 222

Coordinateur sécurité – Projet : CoRePro srl

Rue de Montigny, 31 bte 12
6000 Charleroi
Téléphone : + 32 (0) 478 510 840
E-mail : info@corepro.be

Coordinateur sécurité – Réalisation :

CoRePro srl

Entreprise générale :

A désigner

3 Planning

La durée prévue du chantier : voir clauses administratives du cahier spéciales des charges.

4 Description de l'ouvrage

Les travaux consistent dans le remplacement des toitures des logements sociaux situés rue de la Source, 51 à 85, hormis le 55 et 57 à Frameries, rue de l'Espinois, 24, 26, 28, 30, 67, 69, 70, 73 à Maisières et résidence Plisnier à Ghlin.

Les travaux comprennent notamment :

- ❖ Installation de chantier ;
- ❖ Travaux de déconstruction ;
- ❖ Travaux en toiture ;
- ❖ Travaux d'étanchéisation et d'isolation ;
- ❖ Travaux de couverture de toiture et étanchéité ;
- ❖ Etc.

Voir Cahier Spécial des Charges.

5 Obligations préalables et méthodes de travail

5.1 Obligations spécifiques des entrepreneurs

De manière générale, les entrepreneurs sont tenus d'appliquer les prescriptions visées dans la sous-section IV art.50 à 53 et à l'annexe III de l'A.R. du 25/01/2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles (M.B. 07/02/2001)

5.2 Réunion d'ouverture de chantier

Avant le commencement de tous travaux par l'entrepreneur, une réunion d'ouverture de chantier sera tenue en présence du maître d'œuvre et du coordinateur sécurité. L'entrepreneur y présentera son planning, ses moyens d'exécution et la prise en compte, lors de la mise en œuvre, du plan de sécurité et santé pour discussion et approbation par les parties.

5.3 Kick-off et Toolbox meeting

L'entrepreneur réalisera une réunion d'information, du point de vue sécurité, pour tout indépendant ou sous-traitant débutant des activités sur site. Cette réunion sera consignée dans un document, Kick-off meeting, qui sera transmis au maître d'œuvre et au coordinateur sécurité. Sur le même principe, il réalisera une réunion mensuelle avec l'ensemble des intervenants, cette réunion se tiendra avant une réunion de chantier et il invitera le maître d'œuvre et le coordinateur sécurité 10 jours à l'avance. Cette réunion sera consignée dans un document, Toolbox meeting, qui sera transmis au maître d'œuvre et au coordinateur sécurité.

5.4 Coordination pendant la phase des travaux

Le coordinateur réalisation visitera régulièrement le chantier. Les remarques seront faites oralement sur place, consignées dans le journal de coordination et transmises au maître d'œuvre et à l'entrepreneur général. Ces constatations seront discutées lors des réunions de chantier.

Les actions correctrices seront prises dans les plus brefs délais qui s'imposent.

En plus des visites régulières, le coordinateur réalisation sera présent lors des phases critiques suivantes :

- ❖ La mise en place de l'installation de chantier ;

Cette liste est non limitative et sera adaptée aux circonstances.

5.5 Notification préalable

L'entrepreneur chargé de l'exécution, qui exerce le premier des activités sur le chantier, fait une notification préalable à l'ouverture du chantier.

La notification préalable est envoyée au fonctionnaire chargé de la surveillance relative à la sécurité au travail au moins 15 jours avant le début des travaux de l'entreprise sur le chantier.

6 Consignes générales de sécurité en vigueur

6.1 Accessibilités

Une attention toute particulière est à porter à l'accessibilité pendant la période de travaux. L'entreprise doit tenir compte du fait que les logements resteront occupés pendant toute la durée des travaux.

6.2 Protections collectives et individuelles

L'entreprise mettra en place les protections collectives (garde-corps, planchers provisoires, balisage...) pour les travailleurs. Les protections collectives seront maintenues en place tant que le risque de chutes de personnes ou d'objets subsiste **même si l'entrepreneur a terminé son travail**.

Si une entreprise doit déplacer une protection collective pour exécuter un travail, elle aura l'obligation et la charge de la remettre en place dès que l'intervention est terminée.

Dans le cas où une entreprise ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'entreprise principale aura l'obligation de le faire, aux frais de l'entrepreneur responsable.

6.3 Protection des ouvertures dans les surfaces horizontales

L'entreprise doit poser, au fur et à mesure de l'avancement des travaux des protections contre les chutes dans les trous. Ces protections sont maintenues pendant toute la durée du chantier jusqu'à la pose des protections définitives. Ces protections seront de couleurs vives et correctement dimensionnées.

6.4 Protection des risques de chutes

Les ouvertures dans le sol sont signalées et protégées de façon correcte par des garde-corps. Le simple balisage à l'aide de banderoles n'est pas suffisant. Il est indispensable de prévoir la planification des fermetures le plus rapidement possible pour diminuer le risque de chute et faciliter les circulations.

6.5 Protections individuelles

Chaque personne accédant à l'intérieur du chantier portera des chaussures de sécurité, un casque en bon état.

En plus des EPI de base obligatoires, chaque personne de l'entreprise devra pouvoir justifier des équipements correspondant aux risques liés à leur intervention:

- ❖ vêtements de pluie ;
- ❖ bottes de sécurité ;
- ❖ gants pour manutentions, en cas de risques de brûlures, de coupures, d'éraflures ;
- ❖ lunettes de protection ou visières pour tout travail provoquant des poussières, des projections ou étincelles, pour travaux de soudure au chalumeau, à la disqueuse, découpage, démolition, burinage... ;
- ❖ casques adaptés, bouchons antibruit pour les travaux provoquant des nuisances sonores ;
- ❖ harnais de sécurité, ceinture,... pour travaux en hauteur.

L'entrepreneur doit mettre les EPI à disposition de son personnel. Il doit également contrôler leur utilisation et veiller à leur entretien et renouvellement au moment opportun.

6.6 Boissons alcoolisées, drogues, tabac

Il est formellement interdit de détenir, et à fortiori, de consommer des boissons alcoolisées ou de la drogue sur chantier. Il est également interdit de fumer sur chantier.

Il est de la responsabilité de chaque représentant de l'entrepreneur sur site, d'écarter toute personne se présentant dans un état sous influence.

6.7 Premier soins

Chaque entrepreneur doit disposer des équipements de premiers secours conformément aux prescriptions de la législation en vigueur.

6.8 Accidents / Incident

Service d'appel en cas d'urgence

❖ Urgences GSM	112
❖ Hôpital	100
❖ Pompiers	100
❖ Police fédérale	101
❖ La Croix Rouge	105
❖ Centre des brûlés	02/268.62.00
❖ Centre anti-poisons	070/245.245
❖ S.O.S. Pollution	070/23.30.01
❖ L'hôpital le plus proche	CHU Ambroise Paré Boulevard Président Kennedy, 2 7000 Mons Tél 065 41 40 40

A la suite de tout accident grave ou ayant entraîné des blessures sur chantier, et nonobstant la réglementation en vigueur, une déclaration écrite par l'entrepreneur sera transmise au maître d'œuvre et au coordinateur sécurité sous les 10 jours. Cette déclaration reprendra les circonstances et la gravité de l'accident. Celle-ci servira de base de discussion lors des réunions de chantier.

6.9 Ordre, propreté et évacuation des déchets

Chaque entrepreneur doit tous les jours au moins nettoyer ses postes de travail et éliminer les déchets.

L'entrepreneur est tenu de trier et d'évacuer les déchets vers un lieu de déversement reconnu, suivant la réglementation environnementale.

La combustion des déchets est interdite sur le chantier.

6.10 Installation de chantier

L'entrepreneur réalisera le plan d'installation de chantier et le transmettra au coordinateur sécurité et au maître d'œuvre avant le début des travaux pour approbation.

Le plan d'installation du chantier doit notamment comprendre :

- ❖ L'installation d'une clôture de chantier avec signalisation interdisant les accès au chantier pour éviter toute intrusion du public et les pictogrammes nécessaires afin de signaler les équipements de protection individuelle obligatoires ;
- ❖ Les zones pour les bureaux de chantier, le réfectoire, les vestiaires, les installations sanitaires. (autorisation communale pour occuper la voirie) ;

- ❖ L'implantation des zones de stockage des approvisionnements (matériels, matériaux, produits dangereux, appareils sous pression...) ;
- ❖ L'implantation des engins de levage fixes ;
- ❖ L'installation électrique provisoire de chantier.

6.11 Signalisation routière

L'entrepreneur sera prié d'installer la signalisation routière conformément à l'A.M.07/05/1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Pour se faire, il sera réalisé 30 jours avant le début de toute activité sur site, par l'entrepreneur, une réunion avec les autorités compétentes pour la signalisation routière, le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordinateur sécurité pour déterminer la signalisation adéquate à placer.

Les films recouvrant les panneaux de signalisations seront de type 3. Il sera également prévu un nettoyage régulier permettant une lisibilité parfaite.

6.12 Equipement sociaux

L'entreprise est chargée de la fourniture et de la mise à disposition d'un réfectoire, des installations sanitaires avec WC, d'un local de réunion et ce jusqu'à la réception provisoire des installations. Ces équipements seront mis à la disposition des autres entreprises travaillant sur le site.

Les équipements sociaux mis à disposition seront conformes en nombre et qualité à la CCT du 10/02/05 et notamment 1 WC chimique par 10 ouvriers, 1 vestiaire distinct et un réfectoire de 1,5m² par ouvrier.

L'entreprise est également responsable du nettoyage, de l'entretien quotidien, de la fourniture du papier hygiénique et des produits d'entretien, du raccordement électrique et du raccordement aux égouts,... de ces installations.

6.13 Electricité de chantier

L'entreprise doit désigner un technicien compétent pour l'installation électrique du chantier et l'entretien.

L'installation électrique du chantier sera contrôlée par un organisme agréé conformément au R.G.I.E.

L'ensemble du matériel électrique utilisé (allonges/machines) aura un indice de protection minimum IP 44 et sera marqué CE.

Les tableaux de distribution resteront toujours fermés et les câbles seront toujours suspendus et/ou protégés contre des dégâts éventuels.

L'entreprise est responsable de l'entretien de l'installation électrique.

Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de ses postes de travail. Cet éclairage doit être réalisé conformément à la législation en vigueur.

6.14 Lutte contre l'incendie

Des extincteurs en ordres de contrôles périodiques doivent être placés sur le chantier aux endroits le nécessitant tels que les locaux affectés au personnel, les bureaux de chantier, les locaux de stockage, près des postes de travail particulier avec travaux par point chaud...

Le choix des extincteurs sera adapté à la classe de feu et aux endroits dans lesquels l'extincteur peut être utilisé.

6.15 Alimentation en eau

L'entreprise mettra à disposition de l'ensemble des entreprises travaillant sur site un point d'alimentation en eau soit par un raccordement au réseau de ville soit par une citerne suffisante.

6.16 Zone de circulation

Les zones de circulations seront maintenues en bon état.

7 Risques et mesures de prévention et/ou de protection spécifiques

7.1 Les postes de travail

Les postes de travail mobiles ou fixes situés en hauteur ou en profondeur doivent être solides et stables en tenant compte :

- ❖ du nombre des travailleurs qui les occupent ;
- ❖ des charges maximales qu'ils peuvent être amenés à supporter et de leur répartition ;
- ❖ des influences externes qu'ils sont susceptibles de subir.

Si le support et les autres composants de ces postes n'ont pas une stabilité intrinsèque, il faut assurer leur stabilité par des moyens de fixations appropriés et sûrs afin d'éviter tout déplacement intempestif ou involontaire de l'ensemble ou des parties de ces postes de travail.

La stabilité et la solidité doivent être vérifiées, de façon appropriée et spécialement après une modification éventuelle de la hauteur ou de la profondeur du poste de travail.

L'accès sur toute surface en matériaux n'offrant pas une résistance suffisante n'est autorisé que si des équipements ou des moyens appropriés sont fournis pour que le travail soit réalisé de manière sûre.

En cas de danger, tous les postes de travail doivent pouvoir être évacués rapidement et dans des conditions de sécurité maximale par les travailleurs.

7.2 Eclairage

Les postes de travail et les voies d'accès doivent autant que possible disposer d'une lumière naturelle suffisante et être éclairés de façon appropriée et suffisante à la lumière artificielle durant la nuit et lorsque la lumière du jour ne suffit pas; le cas échéant, des sources de lumière portatives protégées contre les chocs sont à utiliser.

L'éclairage à atteindre doit satisfaire à l'article 62 du RGPT. La couleur utilisée pour l'éclairage artificiel ne peut altérer la perception des signaux ou des panneaux de signalisation.

Les installations d'éclairage des locaux, des postes de travail et des voies d'accès doivent être placées de façon à ce que le type d'éclairage prévu ne présente pas de risque d'accident pour les travailleurs.

L'entreprise est responsable de :

- ❖ l'éclairage provisoire du chantier et des accès du chantier ;
- ❖ la mise à disposition d'un éclairage de secours, selon les besoins justifiés par l'avancement des travaux, de façon à ce que les personnes puissent quitter sans encombre le chantier.

Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de ses postes de travail. Cet éclairage doit être réalisé conformément à la législation en vigueur.

7.3 Engins de levage

Tous les engins de levage et accessoires de levage utilisés sur le chantier seront pourvus d'un rapport de contrôle valable de mise en service et seront en ordre de contrôle périodique durant les travaux. Ils seront également pourvus d'une attestation de remise en service en cas de réparation, de transformation,....

Les documents de contrôle seront à disposition sur le chantier en cas de demande pour vérification. Si ces rapports ne peuvent être présentés ou s'il apparaît clairement qu'un appareil de levage ne satisfait pas aux prescriptions réglementaires, la mise hors service de l'appareil sera ordonnée.

Tous les accessoires de levage utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur (marquage CE, nom du fabricant, désignation du type, charge maximale d'utilisation...). Les dispositifs improvisés seront interdits.

7.4 Echafaudage et échelle

L'utilisation d'échafaudages fixes par les différents entrepreneurs est rendue obligatoire. Ces échafaudages seront à charge de l'entrepreneur général qui ne pourra les démonter qu'une fois que ceux-ci ne devront plus être utilisés par aucun corps de métiers. La classe de résistance et le type d'échafaudage devra donc être adapté à l'ensemble des corps de métiers, y compris pour les travaux en toitures (protection collective de récupération). En plus de conditions générales de résistance de l'ensemble des éléments constitutifs de l'échafaudage lui-même et de ses appuis au sol, l'entrepreneur est tenu de désigner une direction des travaux de montage et de démontage par une personne compétente qui réalisera la supervision du montage suivant les notices et plans de montage du fabricant ou le cas échéant de la note de calcul.

A partir de 2 mètres de hauteur, l'échafaudage doit être pourvu de garde-corps avec lisse intermédiaire et plinthe.

L'espacement entre le plancher de l'échafaudage et le mur de la construction sera inférieur à 20cm ; si cet écartement n'est pas respecté, un garde-corps supplémentaire sera placé côté construction. Cet échafaudage sera conçu de manière à constituer une protection collective contre les chutes de hauteur pour les travaux à réaliser en façade. Il sera pourvu d'un filet destiné à retenir aussi bien les chutes d'objet que de personne.

Cet échafaudage sera également conçu pour la protection des chutes de toiture.

L'accès aux planchers de travail se fait au moyen d'escaliers. Les planchers seront robustes, jointifs et exempts d'obstacles

Une réception des échafaudages devra être organisée avant l'utilisation par une personne compétente de l'entreprise

L'entreprise désignera formellement une personne habilitée pour le contrôle régulier et en fournira la preuve.

Des accidents graves sont provoqués par l'usage non-adéquat d'échelle. Il y a lieu d'en réduire l'utilisation sur le chantier. Il est recommandé d'utiliser plutôt des escaliers construits, des plates-formes de travail ou des échafaudages.

Les échelles serviront d'accès; elles ne pourront jamais être utilisées comme poste de travail.

Elles dépasseront de 1m par rapport au niveau à atteindre ; seront toujours fixées en tête et convenablement stabilisée en pied de façon à ne pouvoir ni glisser ni basculer. Ces obligations peuvent être respectées par des accessoires permettant l'accrochage en tête, des patins anti-glissement adaptés au type de la surface d'appui.

Dans le cas d'échelles coulissantes, celles-ci doivent se chevaucher d'au moins 1 mètre lorsqu'elles sont déployées.

7.5 Travaux à point chaud

Ces travaux seront au maximum évités si des techniques alternatives peuvent raisonnablement être mise en œuvre.

Dans tous les cas les moyens de protections appropriés seront pris.

7.6 Substance et produit dangereux

L'utilisation de matériaux ou produits dangereux, toxiques ou inflammables sur le chantier doit être signalée préalablement au coordinateur et à toute personne se trouvant sur le chantier à ce moment.

Une copie de la fiche de sécurité et de santé des produits utilisés doit être remise au coordinateur.

Les produits doivent être étiquetés de façon réglementaire. Le stockage des produits doit se faire dans un endroit spécialement prévu à cet effet et en accord avec le coordinateur.

Une interdiction générale de fumer doit être appliquée aux alentours des produits combustibles ou inflammables et ce, tant dans le cas de leur utilisation que de leur stockage.

Si l'utilisation de tels produits entraîne un dégagement de vapeurs/gaz toxiques ou irritants, il y a lieu de le signaler. En accord avec le coordinateur sécurité, des mesures sont prises pour éliminer de manière efficace les vapeurs/gaz (aération de l'espace de travail, installation système d'aspiration,...).

Bouteilles de gaz : La manutention des bouteilles de gaz se fait avec le plus grand soin. Les bouteilles de gaz vides et celles qui ne sont pas utilisées sont stockées à la verticale, à l'abri du soleil, dans un endroit fixe en dehors du bâtiment; elles sont attachées et pourvues d'une coiffe de protection.

En cas d'utilisation, les bouteilles d'oxygène et de gaz combustible sont placées à la verticale, montées sur un chariot porte-bouteilles. Les bouteilles de gaz sont refermées et les tuyaux et manomètres sont mis hors tension en fin d'utilisation.

7.7 Travaux de désamiantage

Lors des travaux de désamiantage, l'entrepreneur se conformera à la réglementation en vigueur. Il sera fourni au coordinateur la copie du permis ou de la notification, les éventuelles attestations de suivi de formation à jour, un plan d'intervention 15 jours avant les travaux pour remarque.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur l'absence d'inventaire amiante pour un certain nombre de bâtiment. Ces inventaires devront être fournis avant le début des travaux sur les bâtiments concernés. Pour chaque bâtiment, il sera établi une note méthodologique suivant le type travail effectué.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que sur base d'un premier avis émis par la SPF Bien être au travail, l'enlèvement de l'amiante devra être réalisé par la méthode de zone confinée sauf analyse de risque probante, prouvant que la méthodologie permet de garantir de rester dans les conditions d'utilisation de la méthodes de traitement simple.

L'entrepreneur veillera à informer le coordinateur sécurité santé 15 jours avant le début des travaux de désamiantage.

7.8 Démontage de matériel

Concernant le démontage d'équipements, l'entrepreneur veillera à repérer avant tout démontage, les conduits toujours en service tel que circuit électrique, canalisation d'eau, gaz, ect.

Avant le démontage de l'équipement, il sera vérifié que ce dernier est bien mis hors d'usage.

Les opérations de démontage seront réalisées par zone de façon à éviter la co-activité et en aucun cas il ne pourra y avoir des travaux superposés.

Si nécessaire, l'entrepreneur humidifiera les équipements de manière à limiter la génération de poussière.

Lors de ces opérations, une attention sera apportée à la propreté des lieux de travail et à ne pas stocker de matériel dans les zones de circulation. Si les travaux sont réalisés à proximité de zone de passage, ces dernières seront signalées.

Les équipements seront évacués au fur et à mesure de leur démontage

7.9 Evacuation des déchets et décombres

Les déchets et décombres seront stockés, entreposés et évacués de manière coordonnée et conformément aux législations les concernant.

Des déchets sujets à autocombustion ou facilement inflammables seront placés à l'écart ou dans des récipients métalliques appropriés munis de couvercles.

L'entreprise précisera les modes de récolte des produits nocifs.

Chaque entreprise maintiendra le chantier en ordre et en état propre. Un nettoyage des postes de travail sera réalisé quotidiennement et tous les déchets seront évacués.

7.10 Crise sanitaire – COVID 19

Les mesures spécifiques liées à la crise sanitaire du coronavirus sont intégrées dans le présent plan de sécurité santé, en annexe 3.

Ces mesures spécifiques étant théoriquement temporaire et susceptible d'évoluer dans le temps, les mesures décrites en annexe 3 sont valables au moment de la rédaction du plan de sécurité santé. L'entrepreneur devra tenir compte des mesures mises à jour au moment de sa remise de sa soumission.

Annexe 1 : Déclaration d'intention

Déclaration d'intention

Document à joindre à l'offre complété et signé

Je soussigné.....

Agissant pour le compte de l'entreprise.....

Avec la fonction de

- ❖ Déclare avoir pris connaissance de toutes les dispositions prévues dans le Plan de Sécurité et de Santé (PSS)
- ❖ Déclare vouloir me conformer entièrement aux obligations et aux mesures de sécurité et de santé décrites dans ce PSS, sans porter en compte d'autres coûts que ceux prévus aux métrés.
- ❖ Déclare que l'ensemble des coûts repris dans le formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001 sont ventilés dans le métré des travaux.

Le montant alloué pour la sécurité représente :

Montant : € (inclus dans mon offre)

Ou

Pourcentage : %

- ❖ Déclare m'engager à informer tout sous-traitant et indépendant intervenant pour le compte de l'entreprise que je représente du contenu du PSS et des obligations qu'il renferme; et à renseigner au Coordinateur les coordonnées des sous-traitant et indépendants avant leur intervention.
- ❖ Déclare m'engager à participer ou à déléguer un collaborateur à toutes les réunions organisées dans le cadre de la coordination sécurité et santé ; et à y convier mon personnel et celui de mes sous-traitant concernés
- ❖ Propose des mesures de sécurité alternatives par rapport aux points suivants du PSS

.....
.....
.....
.....

Ces mesures sont décrites dans le document joint, dûment daté et signé.

Le présent document signé, sera joint à l'exemplaire de la soumission.

Date :

Signature :

Annexe 2 : Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001

Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001

PSS - Risques propres au chantier

A remplir par le soumissionnaire

Activité	Mesures de prévention prévues au PSS	Mode d'exécution	Mesures de prévention proposées	Estimation du coût	Ventilation du coût dans l'offre
Stockage	<ul style="list-style-type: none"> - prévoir une zone de stockage à l'intérieur de l'enceinte du chantier - les zones de stockage n'empièteront pas les zones de circulation - stabilité des éléments sur véhicule et au sol (arrimage) - limiter les empilements (<2m). 				
Accès et évacuation des postes de travail	<ul style="list-style-type: none"> - chantier signalé, balisé et protégé avant de commencer une quelconque activité. Utilisation de pictogrammes 				
Circulations du personnel	<ul style="list-style-type: none"> - maintien des accès et des zones de circulation propres, dégagés et éclairés si nécessaire 				
Mise en place de l'échafaudage extérieur	<ul style="list-style-type: none"> - délimitation de la zone de travail et de stockage - définition d'un paramètre de sécurité au sol - installation des protections collectives appropriées - montage de l'échafaudage par une personne compétente 				
Travaux en toiture (charpente, couverture, zinguerie, ...) Travaux avec monte-matériaux	<ul style="list-style-type: none"> - échafaudage réglementaire et adapté aux travaux de toiture - mise en place de protections collectives - ports de gants - utilisation d'un monte matériaux en ordre de contrôle - contrôle de la stabilité de l'engin - prévoir une zone de sécurité en dessous de l'engin - chargement conforme et respect de la capacité de levage 				
Travaux d'étanchéité	<ul style="list-style-type: none"> - installation de garde-corps périphériques sur l'échafaudage - port des EPI (vêtements spécifiques, gants, ...) - moyens de protection contre l'incendie à proximité des postes de travail 				
Travaux à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> - moyen de lutte contre l'incendie à proximité des postes de travail 				

Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001

Activité	Mesures de prévention prévues au PSS	Mode d'exécution	Mesures de prévention proposées	Estimation du coût	Ventilation du coût dans l'offre
Démolitions & démontages de matériaux contenant de l'amiante	-arrêt de l'activité en cas de découverte d'amiante non signalée, prévenir immédiatement le maître de l'ouvrage et le coordinateur- -respect de la réglementation en vigueur concernant les travaux de désamiantage -respect des impositions de l'Arrêté Royal du 16/03/2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante -notification préalable des travaux de désamiantage à l'inspection médicale -transmettre au coordinateur-sécurité la (les) procédure(s) de travail relative aux travaux d'enlèvement des matériaux contenant de l'amiante avant le début des travaux pour approbation.				
Démontage des équipements à remplacer	- Ne pas jeter les décombres, utilisation de goulotte et de conteneur avec bâche si nécessaire - Evacuer par petits morceaux - Evacuation régulier des décombres				



Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001

PSS - Risques du chantier et son environnement**A remplir par le soumissionnaire**

Activité	Mesures de prévention prévues au PSS	Mode d'exécution	Mesures de prévention proposées	Estimation du coût	Ventilation du coût dans l'offre
Installation de chantier	<ul style="list-style-type: none"> - installation de barrières de chantier (ht : 1,80m) autour des zones d'installation de chantier - installation de barrières de chantier (ht : 1,80m) autour des zones de stockage - pose de panneaux d'interdiction à toute personne non autorisée de circuler sur le chantier - fermeture de tous les accès au chantier chaque jour 				
Activités sur la voie publique – Livraison, déchargement, ...	<ul style="list-style-type: none"> - signalisation de chantier et des obstacles sur la voie publique conformément à l'AM du 7/05/1999 - signalisation pour les automobilistes informant la présence du chantier, signalisation de ralentissement, - un planning détaillé et précis des livraisons est à mettre en place - allumer les feux de signalisation - appareil de levage et accessoires de levage en ordre de contrôle périodique par organisme agréé 				
Utilisation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - balisage de la zone de travail concernée - organisation de la circulation de l'engin sur le chantier y compris l'entrée et la sortie de l'engin 				
Circulation piétonne	<ul style="list-style-type: none"> - réalisation d'accès sécurisés pour les personnes, passerelles avec garde-corps - maintien des accès pour les piétons propres et dégagés - périmètre de sécurité au sol, balisage, signalisation - installation de panneaux de signalisation, de signalisation lumineuse - pose de balisage autour des tranchées - respect du port des vêtements de signalisation adaptés - blindage et passerelles d'accès piétons avec plinthes de 15 cm de haut 				

Formulaire en vue de l'exécution de l'article 30 de l'A.R. du 25 janvier 2001

Activité	Mesures de prévention prévues au PSS	Mode d'exécution	Mesures de prévention proposées	Estimation du coût	Ventilation du coût dans l'offre
Toute activité de chantier	<ul style="list-style-type: none"> -maintien des accès pour les piétons propres et dégagés -périmètre de sécurité au sol, balisage, signalisation -installation de panneaux de signalisation, de signalisation lumineuse -réalisation d'accès sécurisés pour les personnes, passerelles avec garde-corps (accès aux habitations, ...) -installation de signalisation pour les accès -pose de balisage autour de toutes les zones en chantier -signalisation lumineuse -respect du port des vêtements de signalisation adaptés 				
Circulation de véhicules	<ul style="list-style-type: none"> - balisage et signalisation des travaux - interdiction de la circulation dans la zone du chantier pendant les heures de travail et déviation de la circulation → ordre de police à respecter - respect du port des vêtements de signalisation adaptés - opérations sous le contrôle d'une personne 				
Crise sanitaire - COVID 19	<ul style="list-style-type: none"> - respect des distanciations sociales - limitation des co-activités - désignation d'un référent COVID sur chantier - Mise à disposition des EPI (masques, gants, gel désinfectants,...) - se tenir informé de l'évolution des mesures dictées par les autorités - Mise en place de panneaux spécifiques COVID aux accès chantiers 				



100 : Objet du rapport

Mise à jour du plan de sécurité santé et journal de coordination conformément à l'AR du 25/01/01. Mesures à prendre suite à la Pandémie COVID-19, mise à jour suite au dernier conseil national de sécurité.

101 : Généralités



18/09/20	<p>Suite à l'annonce de la reprise du chantier, CS demande aux acteurs et tous les intervenants réciproques du chantier de se concerter et d'évaluer dans quelles mesures les activités de construction peuvent reprendre en tenant compte des nouvelles impositions pour lutter contre le virus COVID-19.</p> <p>Il faudra garantir que les personnes qui agissent et circulent sur le chantier puissent respecter, en tout temps, la distanciation sociale de MINIMUM 1,50 m.</p> <div data-bbox="336 808 719 1077"> </div> <div data-bbox="751 808 1190 1077"> </div> <p>Les conseillers en préventions de chaque entreprise et/ou sous-traitant doivent établir une analyse de risques prouvant que l'ensemble des impositions reprises dans le guide annexé au présent document ainsi que les prescriptions particulières reprise dans le présent PV sont respectés. Ce document devrait reprendre une conclusion explicite quant au respect des recommandations émises.</p> <p>Cette analyse doit être transmise à CS et MO.</p> <p>Nous vous demandons de suivre les recommandations de la confédération à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La Confédération recommande aux entreprises le port du masque buccal sur les chantiers dès qu'on peut présumer que le respect de la distanciation sociale ne sera pas possible ou plutôt compliqué. On rappellera toutefois que cela ne remplace pas les autres mesures de prévention mais que le port du masque buccal est une mesure de prévention complémentaire simple dont le respect est aisé à vérifier. ➤ Le protocole réalisé par la confédération construction impose également le port du masque buccal en cas de coactivité <p>Nous vous rappelons également que des réglementations spécifiques locales ont été mises en place et que celle-ci doivent être intégrées par le conseiller en prévention dans son plan de sécurité santé (port de masque obligatoire dans certaines zones géographiques...).</p> <p>Le masque est donc obligatoire sur les chantiers.</p>	EN
18/09/20	<p>CS demande à EN de réaliser un toolbox meeting avec ses ouvriers et sous-traitants afin de leur donner les mesures à prendre sur le chantier contre le COVID-19.</p>	EN



Annexe 3 au plan de sécurité santé – Mesure spécifique COVID 19	Date : 18/09/2020	Page : 2 / 4	Référence: CS-140521-24
--	------------------------------	-------------------------	------------------------------------

18/09/20	<p>L'ensemble des acteurs sont invités à se tenir informés de l'évolution de la situation et des recommandations émises par les autorités publiques afin d'adapter ces mesures de prévention et ces modes d'exécution.</p> <p>Le guide générique, version 2020-04-23v1, concernant le COVID-19 édité par le SPF est joint au présent PV afin que tous les acteurs puissent en prendre connaissance.</p>	EN
----------	---	----

102 : Mesures de préventions particulières liées au COVID-19

18/09/20	<p>CS recommande l'application des mesures de prévention suivantes sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le respect des principes généraux de prévention, notamment visant en priorité à supprimer le risque en priorité et à privilégier les EPC aux EPI ; ➤ La suppression et/ou la limitation des coactivités ; ➤ Le renforcement des mesures d'hygiène dans les locaux mis à disposition pour les ouvriers, notamment par la mise en œuvre des actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'installation d'équipements nécessaires pour l'hygiène des mains ; <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Veillez à une bonne hygiène des équipements de travail : travaillez autant que possible avec vos propres équipements de travail, nettoyez-les régulièrement (et certainement lorsqu'ils sont utilisés par un autre travailleur) ; ▪ Un lavage des mains avant et après utilisation des toilettes ; ▪ Favorisez l'utilisation de toilettes individuelles. Dans le cas où des locaux sont mis à disposition par le maître d'ouvrage, respectez la distanciation sociale dans toute la mesure du possible, par exemple en installant temporairement des toilettes supplémentaires, en limitant le nombre de personnes présentes dans la zone des toilettes en même temps, en laissant suffisamment d'espace entre les urinoirs qui peuvent être utilisés, ne faites pas la file dans la zone des toilettes lorsque celle-ci est encombrée mais bien à l'extérieur... ; ▪ Fournissez des lingettes en papier pour se sécher les mains. Évitez l'utilisation de sèche-mains électriques ou de serviettes ; ▪ En cas d'utilisation du savon liquide, utiliser de préférence des distributeurs qui ne doivent pas être touchés. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Limitation du nombre de personnes présente sur chantier au strict minimum ; ➤ Contrôle régulier du conseiller en prévention et/ou du responsable sécurité du chantier désigné par l'entreprise, que les mesures de son analyse de risque soit appliquée par ces hommes ; 	EN
----------	--	----



- Limitation de l'accès aux personnes non autorisées, par exemple au moyen de séparations physiques ou de rubans.



18/09/20

Plus spécifiquement concernant les risques liés à la coactivité, EN doit travailler en priorité à les supprimer. Si toutefois le risque ne pouvait être éliminé totalement, il doit être réduit au strict minimum. Cette mesure se traduit notamment :

- Par un phasage du planning ;
- En évitant une fréquentation trop importante des zones communes ;
- En adaptant les horaires de travail, les temps de pauses...

Pour ces éléments, un toolbox meeting spécifique devra être donné aux intervenants par EN.

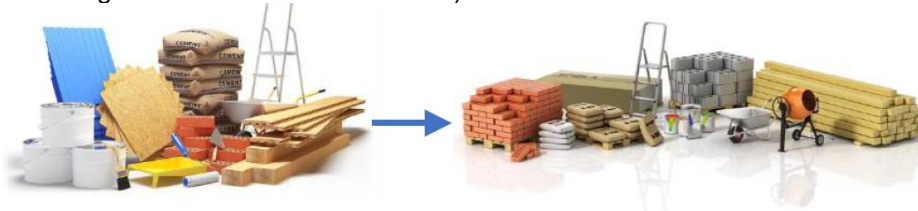
En cas de coactivités, l'entrepreneur principal désignera un « responsable coronavirus » (une personne de la ligne hiérarchique de l'entrepreneur principal, par exemple le chef de chantier ou les chefs d'équipe). Les coordonnées du responsable coronavirus seront affichées sur le chantier, par analogie avec le responsable de la signalisation sur les chantiers routiers, et également communiquées au coordinateur de la sécurité ainsi qu'à tous les acteurs présents sur le chantier.

EN

18/09/20

Plus spécifiquement pour les opérations de livraisons et de stockage de matériaux, les recommandations suivantes sont d'application :

- Limitation du nombre de personnes externes à ce qui est nécessaire ;
- Les fournisseurs effectuent leurs livraisons avec le moins de contacts physiques possible avec d'autres personnes (chargements et déchargements réalisés entièrement par le fournisseur ou entièrement par le destinataire) ;
- Accorder une attention particulière au stockage des matériaux sur un chantier (par exemple, pour que tous les travailleurs ne doivent pas aller chercher leurs matériaux au même endroit et ne puissent donc pas garder une distance suffisante).



EN



Annexe 3 au plan de sécurité santé – Mesure spécifique COVID 19	Date : 18/09/2020	Page : 4 / 4	Référence: CS-140521-24
--	------------------------------	-------------------------	------------------------------------

18/09/20	<p>Si des équipements sociaux sont présents, évitez autant que possible les pauses (déjeuner) dans des espaces confinés tels que les camions ou les abris de chantier. Les mesures suivantes sont également recommandées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Se laver les mains avant et après la pause/le déjeuner ; ➤ Étaler les pauses et les heures de déjeuner de manière à ce qu'elles ne coïncident pas et limiter le nombre de personnes présentes simultanément aux distributeurs automatiques et dans les salles de déjeuner ou de pauses (voir figure 16 dans le guide joint en annexe) ; ➤ Déterminer le nombre maximum de personnes pouvant être présentes dans les salles de repos ou les salles de déjeuner ; ➤ Limiter le temps dans les salles ou les lieux où des groupes de personnes sont présents ; ➤ Organiser les places assises dans les espaces sociaux et le restaurant afin de pouvoir respecter la distanciation sociale (voir figures 14 dans le guide joint en annexe) ; ➤ Utiliser de préférence des déjeuners faits maison ou des repas préemballés ; ➤ Fournir des gels appropriés pour les mains, par exemple en libre-service ou à proximité des distributeurs automatiques. 	EN
----------	---	----